

Intervention de Gaëtan Levitre – session plénière CG27 du lundi 10 décembre 2012

Objet : la papeterie d'Alizay va vivre !

Monsieur le Préfet, Monsieur le président, Mes chers collègues,

Vous m'avez souvent entendu porter la voix des salariés de chez M-real au sein de cet hémicycle.

Je ne vous cache pas ma grande satisfaction d'intervenir à nouveau sur ce sujet puisque nous sommes appelés les uns et les autres à délibérer sur un montage financier qui va permettre la reprise de l'activité papetière sur notre site d'Alizay et ainsi de créer les emplois qui en découlent.

Vous vous doutez bien mes chers collègues que le groupe communiste, partie prenante de ce long combat, votera cette importante délibération.

Permettez-moi de saluer le travail efficace mené depuis de longs mois par les représentants de l'Etat que sont Monsieur le Préfet et Madame la Sous Préfète, celui de notre Département et son Président Jean-Louis Destans qui a su entendre et comprendre l'urgence qu'il y avait à ne pas faillir devant la volonté de fermeture de ce site : fermeture décidée à l'époque par le groupe finlandais hostile à toute négociation.

C'est dans cette perspective de reprise de l'activité papetière que le Conseil général de l'Eure joue un rôle de premier plan. Il a, à la fois été négociateur et acteur pour réussir la transition entre les vendeurs et les acheteurs que sont respectivement AA et NeoeN. Il a ainsi assuré la faisabilité d'un montage financier qu'il a porté avec l'EPFN et qui doit permettre l'aboutissement victorieux d'une lutte exemplaire qui aura duré plus de 3 années.

Je veux saluer en cet instant toutes celles et tous ceux qui ont cru à la reprise de cette activité et plus particulièrement les salariés, les organisations syndicales et le collectif. Dès l'annonce du plan dit « social », ils ont su s'organiser, mener des actions, proposer des pistes économiques et industrielles qui ont été entendues au niveau national avec pour objectif : la sauvegarde de l'emploi et le maintien de l'activité papetière sur le site d'Alizay.

A l'époque, nous n'étions pas très nombreux à croire en cette possibilité. On savait tous que cela ne serait pas facile mais on savait aussi que ça en vaudrait la peine. Aujourd'hui, il souffle bel et bien comme un vent de victoire sur notre territoire même si les événements passés nous rappellent, que la prudence et la vigilance sont de mises. Il n'empêche que nous ne boudons pas notre plaisir quant à cette formidable bonne nouvelle.

La papeterie vivra de sa belle vie et pour longtemps, nous en sommes persuadés et c'est bien de cela qu'il est question aujourd'hui avec le vote de cette délibération que je souhaite unanime dans cette assemblée.

Après ces années de luttes intenses, de propositions alternatives économiquement chiffrées qui ont permis de démontrer la crédibilité des revendications des travailleurs, nous avons réussi au sein du collectif rassemblé dès novembre 2009, à porter des revendications légitimes pour l'intérêt de toute une population. Les communistes et le Front de Gauche sont fiers d'avoir été aux côtés des salariés

et des autres forces politiques pour contribuer à porter haut et fort le bon sens de la continuité industrielle.

De cette manière offensive et constructive d'agir à la faveur du développement économique sont nés un certain nombre d'idées qui ont fait leur chemin.

De l'expropriation au titre de l'utilité publique votée à l'unanimité par notre assemblée à la réquisition défendue par Daniel Paul, député communiste à l'Assemblée nationale en passant par la loi M-real, chacun d'entre nous, élus, syndicalistes, travailleurs et population ont bien compris qu'il était possible, dans l'urgence, de contrer une situation injuste par l'intervention de l'Etat quand cela est nécessaire. C'est d'ailleurs d'actualité nationale puisque le Ministre du redressement productif n'a pas hésité à demander la nationalisation temporaire il y a peu. Il y a là une forte progression des idées à ce sujet ; le temps où il fallait être communiste pour oser ce mot « nationalisation » est désormais derrière nous et je me félicite qu'au-delà de ma famille politique, une vingtaine d'élus de Moselle, de gauche comme de droite, de dirigeants départementaux du PCF, du PS, d'Europe Ecologie Les Verts, de l'UMP aient soutenu le projet du Ministre Montebourg qui consistait à nationaliser Florange. Et même si aujourd'hui le compte n'y est pas, rien ne sera plus jamais comme avant et c'est bien ça qui compte.

Avancer, se battre, croire en l'intelligence collective du monde du travail, c'est remplir dignement, fidèlement et sincèrement son rôle d' élu. J'en ai l'intime conviction.

C'est la raison pour laquelle je souhaite que la loi baptisée M-real obligeant un groupe industriel à vendre un de ses sites dès lors où un repreneur crédible est identifié, soit votée très rapidement au parlement. C'est un engagement qui a été pris par François Hollande lui-même sur le site d'Alizay qui impliquerait de nombreuses possibilités de reprises à l'image de celle dont nous avons la responsabilité de valider aujourd'hui dans cette instance départementale.

Chers Collègues, cette délibération est le lancement concret de la reprise. Cette nouvelle fabuleuse qui va traverser les frontières de l'Eure doit créer plus de 250 emplois industriels à forte valeur ajoutée et c'est bien là l'essentiel.

Sur fond de lutte, le Conseil général a été le facilitateur d'une négociation complexe qui était bien mal engagée, mais le bon sens l'emporta !

Cette magnifique victoire ne sera vraiment complète que lorsque nous entendrons à nouveau le bruit des machines et que nous accompagnerons les ouvriers à leurs postes de travail y compris les délégués syndicaux ici présents qui furent les principaux acteurs de ce long conflit.

Comme tout le laisse à penser, la victoire est très proche. Aussi, je vous donne rendez-vous le 20 décembre à 18h à la salle polyvalente d'Alizay pour fêter comme il se doit l'aboutissement heureux de ce long conflit qui boostera, j'en suis sûr, toutes celles et tous ceux qui aujourd'hui luttent pour sauvegarder leur outil de travail et leurs emplois, que ce soit chez Petroplus, à Florange ou ailleurs.